



## RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

NORD KIVU | Mai 2020

### Chiffres clés

**1 828** violations

### Tendances mensuelles



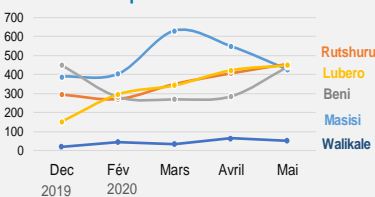
### Genre des victimes

Genres	Total	%
Hommes	1388	76%
Femmes	356	19%
Garçons	35	2%
Filles	49	2%
<b>Total</b>	<b>1,828</b>	

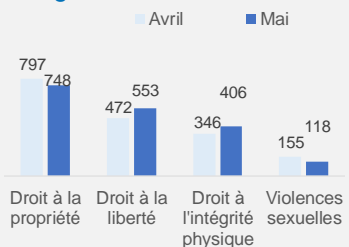
### Statut des victimes

Statut	Total	%
PDI Retourné	1272	70%
PDIs	468	26%
Resident(e)	52	3%
Rapatriés	28	2%
Réfugiés	8	0%
<b>Total</b>	<b>1,828</b>	

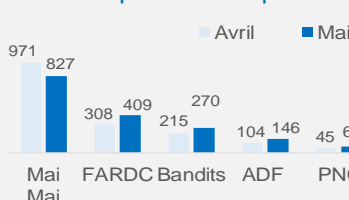
### Violations par territoire



### Catégorie de violations



### Violations par auteurs présumés



## RESUME

En mai 2020, le territoire de Beni a été marqué par un regain d'attaques et incursions par de présumés éléments de l'Allied Democratic Forces (ADF). Durant cette période, les attaques se sont concentrées dans la partie Nord du territoire (axe Oicha-Eringeti), contrairement au mois d'avril où cet activisme a été plus observé vers l'Est (axe Beni-Kasindi) Halungupa. Ainsi, pour ce mois, 16 incursions ont été documentées et au moins **57 civils tués, 37 personnes enlevés et 87 incidents de pillages** documentés. En conséquence, ce territoire a connu une forte montée en termes des violations, **soit 442 incidents de protection documentés en mai contre 286 d'avril**. Sur l'ensemble d'incidents de protection documentés au Nord-Kivu, 65% d'incendies, 33% des pillages et 55% d'homicides ont été commis dans le territoire de Beni, principalement dans les villages Kakwavia, Orouro, Bayeti-Kina, Mutsonge (en zone de santé d'Oicha), Loselose, Ntoma (en zone de santé Mutwanga) et Kavasewa (en zone de santé Kyondo).

Dans le territoire de Masisi, environ 80% d'anciens éléments des groupes armés, qui s'étaient rendu aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) pour la démobilisation et/ou l'intégration dans l'armée nationale, ont regagné la brousse. Ce retour, causé par un faible encadrement dans les lieux de cantonnement, engendre une dégradation de l'environnement de protection. En effet, depuis leur retour dans les groupements Ufamando 1<sup>er</sup> et Nyamaboko 1<sup>er</sup>, 32 affrontements entre groupes armés et avec les FARDC ont été enregistrés. Et, pour assurer leur survie, ces éléments procèdent aux pillages de biens de civils. 9 civils PDIs-retournés, qui refusaient de se laisser extorquer, ont été tués dans les villages susmentionnés. Le risque d'autres violations sont perceptibles aussi longtemps que les forces de sécurité ne seront pas déployées dans ces villages.

Les opérations militaires amorcées en avril 2020 contre les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) se poursuivent dans le territoire de Rutshuru et s'accompagnent de violations de droits humains. Après une attaque du 29 mai 2020 contre une position FDLR au village Kibwe (en localité Bukombo, **des éléments FARDC ont incendié plus de 42 maisons** dans ce village et ont pillé de médicaments au centre de santé Amani. Durant le même incident, un homme PDIs et une femme PDIs-Retournée ont été blessés par balle par ces militaires respectivement dans le village Karambi et Mudugudu. En conséquence, 121 ménages se sont déplacés de ce village vers Bukombo-centre, Shonyi et Kitshanga où ils vivent dans les familles d'accueil.

Au total, **1.828 incidents de protection** ont été documentés par les équipes de protection sur l'ensemble de la province du Nord-Kivu en mai 2020. Comparativement

Les données désagrégées par territoire, zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe.

### Lieux ou ont lieu les incidents

Domicile de la victime	48.0%
Autre (en route)	29.3%
Champ forêt	18.2%
Domicile de l'auteur présumé	2.1%
Marché	1.1%
Point d'eau	1.1%
Ecole	0.1%
Centre médical	0.1%

### Violations de la 1612

Violations	Avril	Mai
Viol ou autres actes graves de violence sexuelle	16	8
Enlèvement	4	2
Recrutement or Utilisation d'enfants	6	0
Meurtre ou Mutilation	4	6
Attaque contre Ecoles ou Hôpitaux	0	0
Refus d'Accès à l'Aide Humanitaire	0	0
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>16</b>

### Evènements majeurs

- Territoire de Lubero**  
Le 10 mai 2020, découverte d'un REG du type « Mortier 82 » au village Miriki, groupement Itala, dans la zone de santé de Kayna  
Le 27 mai 2020, meurtre d'un civil par des inconnus armés et journée ville morte en ville de Butembo. Toutes les activités socio-économiques sont restées paralysées dans la quasi-totalité de la ville.
- Territoire de Beni**  
attaques des présumés ADF contre les villages Loselose (ZS de Mutwanga), axe Beni-Bulambo et Kakwavya (ZS d'Oicha), axe Oicha-Eringeti. 27 civils ont été tués, environ 50 autres enlevés et des maisons pillées  
Des manifestations communautaires initiées par les groupes de pressions Lucha et Veranda depuis le 21 mai 2020. Paralysie des activités socio-économiques. 19 manifestants ont été arrêtés par la PNC.  
Dans la nuit du 20 au 21 mai 2020, de fortes pluies ont causé des inondations en secteur Ruwenzori (zone de santé de Mutwanga). Plusieurs dégâts matériels ont été enregistrés.
- Territoire de Rutshuru**  
Le 25 mai 2020 affrontement entre les FARDC et un groupe armé (FDLR), 22 maisons ont été incendiées et pillés par les FARDC au village Kibwe, Muko et Mudugudu

au mois d'avril, au cours duquel 1.730 incidents de protection avaient été documentés, il se dégage une augmentation de 5 %. Les territoires ayant connu une augmentation d'incidents de protection sont Beni, Rutshuru et Lubero. Cette augmentation est due aux attaques des présumés ADF dans la partie Nord du territoire de Beni, à l'activisme des Maï-Maï dans le groupement Itala (Lubero) et aux opérations militaires encourus dans le Rutshuru.

En ce qui concerne les tendances de principaux présumés auteurs, 45% de ces incidents de protection sont attribués aux miliciens Maï-Maï, 22% sont allégués aux éléments des FARDC et 15% sont attribués aux bandits armés. Il est important d'indiquer que plusieurs de ces violations, ayant trait à la vie et à l'intégrité physique, dont 47% des coups et blessures, 45% des viols et 75% d'enlèvements, ont été commis par les membres des groupes miliciens Maï-Maï et 51% d'homicides par des présumés éléments de l'Allied Democratic Forces (ADF).

### Mouvements de population

Le tableau ci-dessus présente les principaux mouvements des populations enregistrés en mai 2020

Villages d'accueil	Villages d'origine	Zones de Santé	Ménages
Villages Birambizo et Siza, en groupement Bukombo.	Villages Kazuba, Kibwe et Mudugu, en groupement Bukombo/Rutshuru.	Birambizo	2009
Villages Burora, Miano et Kadahanwa, en groupement Ufamando 1er.	Villages Remeka, Miko, Biriko, en groupement Ufamando 1er /Masisi.	Katoyi	2489
Villages Lwashi, Lushebere et Mukowa, en groupement Bapfuna	Villages Katuunda et Kalungu, en groupement Bapfuna/Masisi.	Masisi	676
Total			5174

Un mouvement retour d'environ 75% des 2489 ménages<sup>1</sup> a été signalé dans les localités Kishanja, Remeka, Katunda et Buuli, en groupement Ufamando 1<sup>er</sup>/Masisi et ; 345 ménages<sup>2</sup> de 1327 individus dans les villages Chumba, Busere, Buteresi, Langira en groupement Waloa-Yungu/Walikale depuis le 21 mai 2020. Ce retour serait motivé par le déploiement des éléments FARDC dans ces entités.

### Protection de l'enfance

Sur les 1.828 incidents de protection collectés, 4% ont été commis sur des enfants. Il s'agit de cas des viols (29 cas), d'enlèvements (8 cas), de coups et blessures (8 cas), d'extorsions de biens (2 cas), d'homicides (2 cas), de tortures/traitements inhumains (2 cas) et d'arrestations arbitraires (1 cas),

La majorité de ces violations ont été commises dans les territoires de Beni, Lubero et Rutshuru par des membres de groupes armés lors de leurs différentes incursions

<sup>1</sup> Source : une autorité du groupement Ufamando 1<sup>er</sup>,

<sup>2</sup> Source : Un responsable de la Localité Mutovo,

contre les villages Mangina, Kasindi Lubiriha, Kipabashi (Beni) ; Rwahanga, Mubirubiru, Binja, Kyahemba, Katsiru, Bambo (Rutshuru) et Kyanderema, Bunyamuhima, Bunyangingi, Vusayi (Lubero).

De ces incidents, 16 cas de violations graves des droits des enfants ont été documentés et partagés à la coordination du mécanisme y relative (MRM) pour analyse et validation. Il s'agit de 8 cas de viol ou autres actes graves de violences sexuelles, 6 cas de meurtres ou mutilation et 2 cas d'enlèvements, Cela constitue une diminution de 14 cas par rapport au mois d'avril 2020. Les territoires les plus affectés sont : Rutshuru et Masisi. Les principaux auteurs présumés sont des miliciens Maï-Maï.

Par ailleurs, parmi les 676 ménages des PDIs qui avaient fui ces affrontements dans les villages Katuunda et Kalungu figurent 13 enfants non accompagnés (5 dans le site PDIs de Bukombo et 8 dans l'église CMBC de Lwashi). Ces enfants survivent grâce à l'assistance des PDIs. Il n'existe aucun acteur de la protection de l'enfant dans cette zone.

### **Violences sexuelles et sexistes**

118 cas de violences sexuelles et basées sur le genre ont été documentés au cours de ce mois de mai 2020. Il s'agit principalement de viols (84 cas), d'agressions physiques (22 cas), d'agressions sexuelles (7 cas), de Déni de ressource (4 cas), de Violences Psychologiques (1 cas). Les territoires les plus affectés sont Masisi (39 cas dont 34 cas de viols), Rutshuru (39 cas dont 27 cas de viols), Beni (27 cas dont 15 cas de viols), Lubero (13 cas dont 8 cas de viol). Les principaux auteurs présumés sont des civils (52 cas) suivis par les miliciens armés Maï-Maï (42 cas).

Dans le groupement Kihondo en Chefferie de Bwito du territoire de Ruthuru, 20 cas de viol ont été enregistrés au cours de ce mois. Les présumés auteurs sont les éléments des groupes armés, qui tendent des embuscades sur les chemins de marché où ils adonnent aux viols.

## Analyse contextuelle, défis, perspectives et recommandations par territoire

Territoires	Analyse contextuelle et défis	Perspectives
<p><b>Masisi</b></p>	<p>La situation sécuritaire de la chefferie Bashali-Mokoto est restée marquée par plus de 18 incursions et de six affrontements entre deux groupes armés dans les villages Rwankeri, Mukengwa, Birihi, Lukala, Mumo, Nyabikeri, Ronga etc.).</p> <p>Actuellement, sur les 16 localités que compte le groupement Bashali-Mokoto, dix (Lwama, Kirumbu, Kalungu, Nyange, Bulende, Luhanga, Bushimoo etc. sont totalement occupées par des groupes armés. Ces derniers profitent de l'absence des FARDC dans la zone pour se constituer en autorité de fait. Leur présence favorise les violations des droits humains dans cette région. Cinq chefs de localités de ce groupement ont fui leurs entités depuis le 20 janvier 2020 à cause des menaces reçues de ces groupes armés.</p> <p>De plus, le processus de démobilisation et d'intégration aux FARDC des anciens éléments groupes armés semble fonctionner difficilement. Selon une source locale du territoire de Masisi, environ 80% d'anciens démobilisés ont regagné la brousse.</p> <p>Ces derniers justifient leur retrait du processus de démobilisation ou intégration au sein des FARDC par une faiblesse dans la prise en charge au centre de cantonnement, les tentatives de récupération, par un groupe armé non-candidat à la démobilisation, des anciennes zones qui leur appartenaient, les représailles de leurs dépendants par un groupe armé et l'absence des FARDC dans leurs anciennes zones, exposant leurs familles et dépendants aux éventuelles attaques par un autre groupe armé.</p> <p>Dès lors, ces groupes armés ont multiplié les attaques contre les positions FARDC et les positions des autres groupes armés pour élargir leurs zones de contrôle. Ainsi, entre le 6 et 13 mai 2020, des affrontements ont eu lieu dans les villages Remeka, Miko, Biriko, en groupement Ufamando 1<sup>er</sup>. Environ <b>2489 ménages de 7487 individus</b> s'étaient déplacés vers les villages Burora, Miano, Kashukano, Kadahanwa, 8 maisons de civils ont été incendiées et plusieurs biens pillés, 3 femmes ont été violées par les éléments de ce groupe armés. Ces survivantes sont restées sans prise en charge médicale du fait que le centre de santé Katuunda (le plus proche) avait été pillé le 6 mai 2020 par ce groupe armé.</p>	<p>Les autorités locales s'étaient impliquées dans la sensibilisation à la reddition de ces groupes armés. Elles ont considéré ce processus comme une occasion propice au rétablissement de la paix et la sécurité dans leurs entités. Le retour en brousse de ces groupes armés dans la région constitue une menace contre les civils.</p>
<p><b>Lubero</b></p>	<p>Dans le groupement Itala, en zone de santé de Kayna, l'environnement protecteur est préoccupant. Il s'observe une tension permanente entre deux groupes armés autour des villages Luofu, Miriki, Kyambuli et Kimaka. Des civils y sont tués et enlevés par l'un ou l'autre groupe armé. Deux notables du village Miriki ont dû abandonner leurs foyers depuis le 2 mai 2020 à cause des menaces de mort que leur profère le commandant en Chef d'un groupe armé. Ce dernier accuse leur structure d'avoir un penchant envers l'autre groupe armé. Une menace similaire s'est également observée dans la localité Bunyangingi où, le secrétaire du groupement Itala a été enlevé le 23 mai 2020 par ce groupe armé, l'accusant de collaborer avec l'autre groupe armé. Il fut libéré grâce à la pression de la jeunesse de la zone et de l'intervention du chef de la localité le 25 mai 2020.</p>	<p>Aussi longtemps que la tension entre ces deux groupes armés persiste dans le groupement Itala, le retour des PDI dans leur village d'origine demeurera hypothétique. Un déploiement des effectifs conséquent de la Police Nationale Congolaise (PNC) réduirait cette pression des éléments des groupes armés sur les civils.</p>

<p><b>Beni</b></p>	<p>L'environnement protecteur des civils dans le territoire de Beni reste marqué par l'activisme des présumés éléments de ADF particulièrement actifs dans cette région. Leurs exactions ont affecté essentiellement les secteurs de Beni-Mbau sur l'axe Oicha-Eringeti (Mayimoya, Kokola, Linzo, Kasana) et dans le Ruwenzori, en groupement de Bolema (village Loselose) ainsi que sur l'axe Oicha-Eringeti et ses environs. Il a été enregistré au moins 17 incursions dont une au village Loselose, dans le secteur de Ruwenzori le 24 mai 2020.</p> <p>Toutes ces attaques ont été accompagnées de nombreuses violations de droits humains contre les civils notamment 57 cas de meurtres, 37 cas d'enlèvements et 87 cas de pillages.</p> <p>Par ailleurs, la ville de Beni connaît une recrudescence de la criminalité urbaine : 4 cas d'assassinats urbains ont été documentés dans le Quartiers Kanzulinzuli, Cité-Belge et Butsili. Des opérateurs économiques sont la cible de ces hommes armés. Une bande de présumés criminels, composée de 15 hommes et 2 femmes a été appréhendée le 18 mai 2020 par les services de sécurité et les enquêtes se poursuivent.</p> <p>Un mouvement de retour d'environ 2111 ménages (soit 10% des ménages qui étaient en déplacement) est signalé dans les villages de la chefferie de Watalinga. Les villages concernés par ce retour des PDIs sont Kamango, Kitimba, Katibombo-Mukakati, Mpoku, Buisegha, Bukonko, Kizanzaba, Bandiguya, Matolu-Musu et Ndama.</p>	
<p><b>Rutshuru</b></p>	<p>Dans la Chefferie de Bwito, les opérations militaires des FARDC contre les FDLR se poursuivent dans les groupements Bishusha et Bukombo. Les affrontements du 21 au 25 mai 2020 <b>ont provoqué un déplacement d'environ 2009 ménages de 7666 individus des localités</b> Bukombo (villages Kazuba, Kibwe, Muko); localité Kyahemba (villages Mudugudu, Karambi) vers les villages Birambizo et Siza dans le groupement Bukombo. Ces PDIs vivent dans la promiscuité, exposées à la contamination du COVID-19 étant donné que le territoire de Rutshuru est à haut risque pour cette pandémie du fait de sa proximité frontalière avec deux pays (le Rwanda et l'Ouganda). 22 maisons appartenant aux civils ont été incendiées et leurs biens pillés par des éléments FARDC au village Kibwe, Muko, Karambi et Mudugudu. Deux civils PDIs ont été blessés par balle par les FARDC dans le village Karambi et Mudugudu.</p> <p>Depuis le lancement des opérations FARDC en avril 2020 contre les FDLR dans le Bwito, il s'observe une migration d'éléments FDLR vers la Chefferie de Bwisha. Leur présence est signalée dans la localité Katwiguru<sup>3</sup>. Depuis leur arrivée, cette zone connaît un accroissement de violations de droits humains.</p>	

<sup>3</sup> A environ 39Km au Nord-Est de Rutshuru centre,

## FOCUS SUR LE RESUMES DES ENQUETES MENEES SUR LE COVID-19

Au cours du mois de mai 2020, INTERSOS a mené des enquêtes auprès de ces communautés pour appréhender leur perception en rapport avec la pandémie du Covid-19. 771 personnes ont été interviewées (soit 61 % d'hommes et 39% des femmes).

### Masisi

A Masisi, les origines du COVID-19 sèment encore la confusion. Chaque personne, y compris les autorités étatiques et les leaders locaux donnent une interprétation (compréhension) personnelle à cette maladie. Les enquêtes sur le COVID-19 en territoire de Masisi ont été menées sur 197 personnes (soit 59% d'hommes et 41 % des femmes). On trouve parmi ces personnes (des autorités coutumières, des autorités administratives, les membres de la société civile, les populations hôtes, les PDIs-retournées, les PDIs, les réfugiés etc. 36% des personnes interviewées considèrent cette pandémie comme une maladie importée par les occidentaux ; 28% l'assimilent à la maladie à virus d'Ebola (MVE) par la similarité des symptômes et d'effets ; 11% la considèrent comme une invention humaine ; 10% comme une maladie satanique ; 2% comme une maladie sans gravité par le fait qu'il n'y a aucun cas dans leur zone et, 13% stipulent que le COVID-19 est une maladie imaginaire (créé par le gouvernement congolais pour s'attirer de l'argent auprès des bailleurs mais surtout pour éviter de payer les enseignants non mécanisés).

### Rutshuru

Les enquêtes ont été menées sur 133 personnes (soit 62% d'hommes et 38% de femmes). Les tendances montrent que 42% des personnes interviewées assimilent le COVID-19 à la MVE. Avant l'avènement du COVID-19, l'existence de la MVE avait mis en mal les habitants de Rutshuru car ce territoire est considéré comme voie de sortie et d'entrée vers le grand Nord (Butembo-Beni), l'épicentre d'Ebola. Des séances de sensibilisation menées par les associations, la société civile, etc. pour se prévenir contre la MVE ont été menées. Les points de lavages mains avaient été placés à des endroits stratégiques. Beaucoup des personnes avaient acquis ces bonnes pratiques hygiéniques. Concernant le COVID-19, exigeant presque les mêmes règles barrières (se laver les mains, ne pas se tendre les mains, ne pas toucher les yeux, les nez, la bouche etc.), la population était éveillée. Seulement elle estime que le COVID-19 est plus mortel qu'Ebola, du fait de son mode de transmission ayant conduit le gouvernement à fermer les écoles, les églises, les bars, les restaurants, etc. partout dans le pays. 18% des interviewées estiment que ce sont des occidentaux qui l'ont envoyé en Afrique. 19% pensent qu'elle est satanique, 7% disent que c'est une invention humaine.

### Lubero

Les enquêtes sur le COVID-19 ont été menées sur 218 personnes (soit 63% d'hommes et 37% de femmes). Plus au moins 63% des interviewées ont répondu que le COVID-19 est une maladie à l'instar de la MVE : Le territoire de Lubero est une zone qui avait été touchée par l'épidémie de la MVE. Ainsi, pour mieux comprendre les COVID-19, la population de cette entité se réfère à la MVE. Celle-ci est une référence par rapport au COVID-19. 12% des interviewées estiment que c'est des occidentaux qui l'ont amené en Afrique noire, et particulièrement en RDC. 8% des interviewées considèrent le COVID-19 comme une maladie « satanique » parce que : l'idée principale est que cette maladie est une fatalité. C'est une punition divine puisqu'elle touche d'abord les occidentaux, eux qui ont tous les moyens, des bons hôpitaux par exemple et comment doivent-ils mourir en si grand nombre ? Donc, pour l'Africain en général et le Congolais en particulier, c'est du satanisme. 9% pensent que cette pandémie est une création, une invention humaine.

### Beni

La majorité des personnes interviewées (51%) sur la connaissance de cette maladie l'assimile à la MVE, du fait d'avoir vécu longtemps avec la maladie à virus d'Ebola (plus de 20 mois dans la zone). 8% des interviewées pensent que le COVID-19 est une maladie satanique ; 29% pensent que c'est maladie importée par les occidentaux, 9% croient que c'est une invention humaine et 2% minimise sa gravité. Les communautés sont régulièrement informées grâce à l'engagement communautaire par le Centre d'Animation Communautaire (CAC) qui est très actif dans les cellules des Quartiers. Les animateurs de ce centre organisent des séances de porte à porte avec l'appui des humanitaires pour sensibiliser la population. D'autres communément appelés relais communautaires (Reco), sont affectés dans les différents centres de santé. Ils sensibilisent les patients qui viennent pour des consultations médicales. Signalons que l'enquête a porté sur 183 personnes (61% hommes et 39% femmes).

## ACTIONS DE REPONSE ET ACTIVITES MENEES

	Victimes libérées	Accompagnement Psychologique	Administration de Kit PEP	Auteurs arrêtés	Soins médicaux
Viols (84)	0	17	24	2	18
Agression physique (22)	0	0	0	0	3
Agression sexuelle (7)	0	0	0	1	1
Arrestation arbitraire (82)	6	0	0	0	0
Coups et blessures (283)	0	0	0	0	4
Enlèvements (257)	13	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>24</b>	<b>3</b>	<b>26</b>

### *Résultats obtenus suite aux actions d'orientations et de suivi menées par les animateurs de protection sur terrain*

- A la suite d'alertes partagées par INTERSOS sur un déplacement massif consécutif aux opérations massives contre les FDLR, la coordination régionale du cluster protection a diligenté une évaluation protection conjointe du 10 au 20 mai 2020 dans les villages Nyanzale, Kirima, Kishishe, Tongo, Bambo, Bukombo et Bishusha. Cette évaluation a relevé la présence de **14.165 ménages de personnes** déplacés internes en maque d'assistance humanitaires et exposés à divers problèmes de protection. Ainsi, sur la base de résultats de cette évaluation, quelques acteurs disposant de capacité flexible se sont positionnés pour une assistance à court terme dans cette zone.
- Une évaluation multisectorielle conjointe a été menée du 12 au 18 mai 2020 dans aux villages Kirumba, Kayna, Miriki, Luofu, Bulotwa, Kanyabayonga. Cette évaluation faisait suite aux déplacements de populations engendré par les récurrents affrontements entre les groupes armés dans cette partie du territoire de Lubero. Il ressort de cette évaluation que ces villages ont accueilli des nouvelles personnes déplacées internes, la commission locale sur le mouvement de population indiquant les chiffres suivants : à Kirumba (**2406 ménages**), Kayna (**1606 ménages**), Kaseghe (**1077 ménages**), Kanyabayonga (**3273 ménages**), Luofu/Mikiri (**1000 ménages**), Bulotwa (**1893 ménages**).
- 6 actions de plaidoyer ont été menées par les structures communautaires de protection de Masisi et Kibabi auprès des services de sécurité. Ces actions ont permis la libération de 3 personnes (dont une femme réfugiée) ; la restitution des biens de 4 déplacés extorqués par certains éléments FARDC ; la levée de 4 barrières payantes et l'engagement du commandant FARDC de renforcer les patrouilles autour des Katoyi où il est remarqué des incursions fréquentes des groupes armés.
- 17 survivantes de viol (15 femmes et 2 filles) ont été orientées vers les formations sanitaires pour les soins médicaux par les structures communautaires de protection dans les territoires de Beni (3), Masisi (2), Lubero (6) et Rutshuru (6).
- 13 enfants qui étaient séparés et non accompagnés ont été réunifiés avec leurs parents par les membres de la structure communautaire de protection SIJFMCO à Miriki, dans le territoire de Lubero.

## RECOMMANDATIONS

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
	Initier les actions visant à mitiger le conflit existant entre les PDIs et les résidents au village Bushahi.	CNR et Cluster Protection	Urgent
	Mener une évaluation de protection dans les zones de retour en groupement Ufamando 1 <sup>er</sup> et Walowa-Yungu en vue de relever les besoins des PDIs-retournées.	Groupe de Travail de Monitoring de Protection	Dès que possible
<b>Protection</b>	Intensifier la sensibilisation sur le Droit International Humanitaire en faveur des éléments FARDC impliqués dans les opérations militaires dans la chefferie de Bwito	Cluster Protection	Urgent

---

### Pour tout contact :

Nora Staunton, Administratrice Principale de Protection, [staunno@unhcr.org](mailto:staunno@unhcr.org)

Katsurana Jules, Associé Principal de Protection, [katsura@unhcr.org](mailto:katsura@unhcr.org)



# ANNEXES

## #Violations par Territoire

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extrorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
Rutshuru	25	56	0	42	67	21	2	111	0	0	87	5	0	0	2	27	4	5	0	0	1	457	25%
Masisi	18	61	0	18	103	7	0	65	1	0	60	41	0	0	10	34	0	3	0	2	0	426	23%
Lubero	13	98	0	102	151	1	0	0	0	0	64	1	0	0	7	8	1	4	0	0	0	450	25%
Beni	16	37	0	48	60	54	0	87	0	0	56	57	0	0	0	15	2	10	0	0	0	442	24%
Walikale	10	5	0	4	17	0	0	1	0	0	16	0	0	0	0							53	3%
<b>Total</b>	<b>82</b>	<b>257</b>	<b>0</b>	<b>214</b>	<b>398</b>	<b>83</b>	<b>2</b>	<b>264</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>283</b>	<b>104</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>84</b>	<b>7</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1,828</b>	

Table 2. Incidents par territoire

## #Violations par zone de sante

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extrorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
Birambizo	12	8	0	0	24	21	0	50	0	0	19	1	0	0	0	7	2	1	0	1	0	146	8%
Bambo	5	3	0	11	3	0	0	10	0	0	21	1	0	0	0	1	0	2	0	0	0	57	3%
Kiroshe	1	0	0	0	3	0	0	4	0	0	6	5	0	0	0							19	1%
Masisi	1	9	0	0	5	0	0	12	0	0	9	10	0	0	0	13	0	1	0	0	0	60	3%
Katoyi	6	1	0	0	21	7	0	21	0	0	10	4	0	0	1	6	0	1	0	1	0	82	4%
Rwanguba	0	16	0	15	14	0	0	33	0	0	8	1	0	0	0	0	1	2	0	1	1	92	5%
Mweso	9	40	0	16	54	0	0	21	1	0	27	12	0	0	9	15	0	1	0	1	0	206	11%
Pinga	1	12	0	2	20	0	0	7	0	0	8	10	0	0	0							60	3%
Lubero	12	12	0	21	27	0	0	0	0	0	9	0	0	0	1	0	1	3	0	0	0	86	5%
Katwa					24	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0							29	2%
Oicha	3	13	0	15	20	18	0	29	0	0	14	39	0	0	0							151	8%
Binza	0	15	0	2	0	0	0	5	0	0	11	0	0	0	1							34	2%
Kayna	1	42	0	14	25	0	0	0	0	0	12	0	0	0	2	6	0	1	0	0	0	103	6%
Kibirizi	8	14	0	3	5	0	2	13	0	0	21	2	0	0	1	19	1	0	0	0	0	89	5%
Vuhovi	3	10	0	26	9	1	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	52	3%
Beni					1	19	0	41	0	0	19	3	0	0	0	0	0	3	0	0	0	86	5%
Musienene	0	43	0	60	59	0	0	0	0	0	30	0	0	0	3							195	11%
Kibua	10	4	0	4	17	0	0	1	0	0	16	0	0	0	0							52	3%
Butembo					3	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0							9	0%
Rutshuru	0	0	0	11	21	0	0	0	0	0	7	0	0	0	0							39	2%
Kyondo	0	0	0	2	1	2	0	3	0	0	3	0	0	0	0							11	1%
Alimbongo	0	1	0	7	9	1	0	0	0	0	2	1	0	0	1	2	0	0	0	0	0	24	1%
Kalunguta	0	3	0	2	14	2	0	4	0	0	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	28	2%
Mabalako	8	0	0	0	11	2	0	3	0	0	15	0	0	0	0	5	1	3	0	0	0	48	3%
Mutwanga	2	11	0	3	4	10	0	6	0	0	1	15	0	0	0	10	1	3	0	0	0	66	4%
Masereka					4	0	0	0	0	0												4	0%
<b>Total</b>	<b>82</b>	<b>257</b>	<b>0</b>	<b>214</b>	<b>398</b>	<b>83</b>	<b>2</b>	<b>264</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>283</b>	<b>104</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>84</b>	<b>7</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1,828</b>	<b>100%</b>

## #Violations par auteur presume

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extrorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
ADF	-	22	-	5	-	28	-	26	-	-	12	53	-	-	-							146	8%
Bandits	-	27	-	15	30	21	-	93	-	-	41	20	-	-	-	21	1	-	-	-	-	270	15%
FARDC	54	-	-	58	110	33	2	76	-	-	72	3	-	-	-	-	1	-	-	-	-	409	22%
Groupe arme Inconnu								1	-	-	5	-	-	-	-							6	0%
Inconnu	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	2	-	-	-	-							5	0%
Mai Mai	-	194	-	131	219	1	-	63	1	-	132	26	-	-	17	38	2	1	-	-	-	827	45%
PNC	24	-	-	-	27	-	-	-	-	-	13	2	-	-	1	1	-	-	-	-	-	68	4%
Pop civile																23	3	21	-	4	1	52	3%
Autres					1	-	-	-	-	-												1	0%
ANR	4	-	-	-	5	-	-	-	-	-												9	0%
FDLR	-	13	-	5	-	-	-	4	-	-	6	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	30	2%
Garde Parc					5	-	-	-	-	-												5	0%
<b>Total</b>	<b>82</b>	<b>257</b>	<b>-</b>	<b>214</b>	<b>398</b>	<b>83</b>	<b>2</b>	<b>264</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>283</b>	<b>104</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19</b>	<b>84</b>	<b>7</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1,828</b>	<b>100%</b>

## Violations par statut des victimes

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement t force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
PDis retournes	49	177	0	166	262	69	0	189	0	0	201	81	0	0	9	43	3	15	0	3	1	1,271	70%
PDis	30	67	0	41	118	14	2	59	1	0	64	21	0	0	9	36	2	4	0	0	0	468	26%
Residents	0	5	0	0	16	0	0	5	0	0	13	2	0	0	1	5	1	3	0	1	0	52	3%
Rapatris	0	7	0	7	2	0	0	11	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28	2%
Refugies et demandeurs d'asile	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	8	0%
<b>Grand Total</b>	<b>82</b>	<b>257</b>	<b>0</b>	<b>214</b>	<b>398</b>	<b>83</b>	<b>2</b>	<b>264</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>282</b>	<b>104</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>84</b>	<b>7</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1,827</b>	

## Tranches d'age des victimes par violation

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement t force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
<b>Femmes</b>																							
0-4	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	4	0%
5-11	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0	8	0%
12-17	0	6	0	4	2	0	0	0	0	0	2	2	0	0	0	20	0	0	0	0	0	37	2%
18-59	6	41	0	10	76	19	0	48	0	0	27	31	0	0	1	55	7	21	0	4	1	348	19%
60+	0	2	0	0	1	1	0	2	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0%
<b>Sous-total</b>	<b>6</b>	<b>51</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>80</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>50</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>34</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>84</b>	<b>7</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>405</b>	<b>22%</b>
<b>Hommes</b>																							
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0%
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0%
12-17	3	5	0	7	5	0	0	0	0	0	10	2	0	0	2	0	0	0	0	0	0	34	2%
18-59	71	194	0	192	300	60	2	200	1	0	240	65	0	0	16	0	0	1	0	0	0	1,342	73%
60+	2	7	0	1	13	3	0	14	0	0	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46	3%
<b>Sous-total</b>	<b>76</b>	<b>206</b>	<b>0</b>	<b>200</b>	<b>318</b>	<b>63</b>	<b>2</b>	<b>214</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>253</b>	<b>70</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1,423</b>	<b>78%</b>
<b>Grand Total</b>	<b>82</b>	<b>257</b>	<b>-</b>	<b>214</b>	<b>398</b>	<b>83</b>	<b>2</b>	<b>264</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>283</b>	<b>104</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19</b>	<b>84</b>	<b>7</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1,828</b>	

## Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. 55% des cas d'homicide ont été documentés dans le territoire de Beni.

A gauche répartition des violations par auteur présumé, à droite répartition par territoire

Violations	AND	Autre	BIT	CPN	FDC	FRL	GAI	GPC	IMA	INC	POC	RAN
Arrestation Arbitraire	0%	0%	0%	29%	66%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	5%
Enlèvement	9%	0%	11%	0%	0%	5%	0%	0%	75%	0%	0%	0%
Travaux Forcés	2%	0%	7%	0%	27%	2%	0%	0%	61%	0%	0%	0%
Extorsions de biens	0%	0%	8%	7%	28%	0%	0%	1%	55%	0%	0%	1%
Incendie	34%	0%	25%	0%	40%	0%	0%	0%	1%	0%	0%	0%
Taxe illegale	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Pillages	10%	0%	35%	0%	29%	2%	0%	0%	24%	0%	0%	0%
Occupation Illegale	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%
Coups et blessures	4%	0%	14%	5%	25%	2%	2%	0%	47%	1%	0%	0%
Homicide	51%	0%	19%	2%	3%	0%	0%	0%	25%	0%	0%	0%
Torture/Traitement inhumain	0%	0%	0%	5%	0%	5%	0%	0%	89%	0%	0%	0%
Viol	0%	0%	25%	1%	0%	1%	0%	0%	45%	0%	27%	0%
Agression sexuelle	0%	0%	14%	0%	14%	0%	0%	0%	29%	0%	43%	0%
Agression physique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	5%	0%	95%	0%
Deni de ressources	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%
Violence Psychologique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%

Violations	Beni	Masisi	Rutshuru	Lubero	Walikale
Arrestation Arbitraire	20%	22%	30%	16%	12%
Enlèvement	14%	24%	22%	38%	2%
Travaux Forcés	22%	8%	20%	48%	2%
Extorsions de biens	15%	26%	17%	38%	4%
Incendie	65%	8%	25%	1%	0%
Taxe illegale	0%	0%	100%	0%	0%
Pillages	33%	25%	42%	0%	0%
Occupation Illegale	0%	100%	0%	0%	0%
Coups et blessures	20%	21%	31%	23%	6%
Homicide	55%	39%	5%	1%	0%
Torture/Traitement	0%	53%	11%	37%	0%
Viol	18%	40%	32%	10%	0%
Agression sexuelle	29%	0%	57%	14%	0%
Agression physique	45%	14%	23%	18%	0%
Deni de ressources	0%	50%	50%	0%	0%
Violence Psychologique	0%	0%	100%	0%	0%